

Consolidation de la paix — Consolidation de la paix pour prévenir la résurgence des conflits



L'OMD couvert est représenté en couleur.

La plupart des conflits sont des guerres civiles qui éclatent dans le monde en développement, et plus particulièrement dans les pays et les régions les plus pauvres. Dans ce type de conflit, les combattants, mais aussi les citoyens ordinaires et les enfants deviennent à la fois auteurs et victimes de violences. L'impact sur la vie des populations est donc considérable, même après la fin du conflit.

Dans le but de promouvoir la paix et de prévenir les conflits et leur résurgence, la JICA mène des actions concertées pour reconstruire le capital social et soutenir la reprise de l'économie, afin de contribuer à corriger les disparités — qui sont l'une des causes des conflits — et de favoriser l'égalité des chances. Elle s'emploie également à restaurer les systèmes et les fonctions des États et à renforcer la sécurité.

Situation générale

Dans le monde d'aujourd'hui, la grande majorité des conflits sont des guerres civiles survenant dans des pays en développement qui comptent pour la plupart parmi les moins favorisés du point de vue économique. Alors que les citoyens ordinaires sont de plus en plus nombreux à être victimes de conflits, la frontière entre combattants et civils se fait plus floue et les cas où les citoyens ordinaires, voire les enfants, deviennent auteurs de violences sont de plus en plus fréquents.

Les conflits détruisent non seulement les infrastructures sociales et physiques fondamentales aux moyens de subsistance de la population, mais ils défont les liens qui unissent la société et ils exacerbent la méfiance et la haine. Ils provoquent la destruction et laissent souvent un sentiment d'amertume lors de la reconstruction.

Selon certaines statistiques, dans les cinq ans qui suivent la signature d'un accord de paix ou de cessez-le-feu, près de 50 % des pays retournent à l'état de guerre.

La consolidation de la paix nécessite une approche globale qui intègre trois perspectives : militaire, politique et socioéconomique. Les moyens politiques et militaires, comme la diplomatie préventive, constituent des facteurs essentiels pour la prévention et la résolution des conflits ainsi que pour la consolidation de la paix. L'aide au développement joue également un rôle de plus en plus important, car elle atténue les disparités économiques ainsi que d'autres facteurs susceptibles de provoquer des conflits et favorise l'égalité des chances.

Étude de cas

Aide de la JICA en réponse au problème des mines terrestres et des munitions non explosées

Éradiquer l'héritage insidieux des conflits

Les mines terrestres et les munitions non explosées (MNE) restent après un conflit exercent une grave menace sur la population pendant de nombreuses années et constituent un obstacle à l'agriculture et au développement économique. La JICA apporte une aide pour retirer les mines au Cambodge et utilise son expérience en matière d'élimination des MNE au Laos par une coopération Sud-Sud.

Au Cambodge, on estime que des mines terrestres et des MNE se trouvent dans 46 % des villages agricoles. La JICA déploie une aide depuis 1999 pour le renforcement des capacités du Centre cambodgien de déminage (CMAC), une agence gouvernementale responsable de l'élimination des mines terrestres, en envoyant des experts dans le cadre d'une coopération technique. La JICA a également contribué à la fourniture de détecteurs de métaux et de machineries lourdes pour retirer la végétation et les mines ainsi que du matériel destiné aux systèmes de soutien logistique (tentes, équipements de communication, véhicules, etc). Cette coopération auprès du CMAC a produit des résultats en augmentant le taux de déminage et en améliorant l'organisation et les compétences du personnel, ce qui a permis de déployer, via le

CMAC, une aide pour l'élimination des MNE dans d'autres pays dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

En 2011, le programme national laotien d'élimination des munitions non explosées (UXO Lao) et le CMAC ont commencé à organiser des ateliers conjoints pour partager leurs connaissances. L'objectif est d'utiliser le savoir-faire du CMAC pour contribuer à l'élimination des près de 78 millions de MNE restant au Laos datant de la guerre du Vietnam. Des ateliers ont été organisés à Vientiane, Phnom Penh et Okinawa, où près de 800 bombes non explosées sont encore découvertes chaque année. UXO Lao et le CMAC ont l'intention de poursuivre ces séminaires pour partager leur savoir-faire. De plus, la JICA entend offrir une aide à UXO Lao pour retirer les

MNE au Laos. Cette aide intègre l'envoi d'experts pour les mesures de réduction de la pauvreté en améliorant les capacités de formation et de gestion, et en participant à l'élimination des MNE en toute sécurité. La JICA fournit également des équipements de détection des munitions et du matériel pour améliorer le soutien logistique.



Des membres d'UXO Lao se rendent au Cambodge pour un atelier de partage des connaissances avec le CMAC et pour observer une installation de destruction des bombes et les activités d'élimination.

■ Actions de la JICA

La JICA s'attache à prévenir le déclenchement ou la récurrence des conflits armés en prenant en compte la nécessité de prévenir les conflits et de renforcer l'impact positif des projets. L'Agence intervient durant les conflits et juste après pour aider la population à surmonter les difficultés et pour contribuer à créer des conditions favorisant un développement stable à moyen et long terme. La JICA soutient plus particulièrement 1) la reconstruction du capital social, 2) la reprise économique, 3) la reconstruction du système de gouvernance, et 4) le renforcement de la sécurité.

Ces dernières années, l'accent a été mis sur le renforcement des liens entre le gouvernement central et les autorités régionales, dans le processus de reconstruction de l'État après un conflit, pour éliminer les disparités entre les régions, l'une des causes des conflits. Par exemple, la JICA déploie une aide pour l'urbanisation et la mise en œuvre d'un projet de reconstruction d'urgence à Malakal, dans l'État du Haut-Nil, au Soudan du Sud, proche de la frontière avec le Soudan.

Il est fondamental de développer la ville de Malakal pour établir la paix dans l'ensemble du Soudan du Sud, où le rythme de la reconstruction est lent. Cette coopération vise à éliminer les disparités entre différentes régions et à établir des liens plus solides entre le gouvernement central et les autorités régionales.

De plus, la JICA passe en revue les expériences acquises dans les projets passés afin d'identifier les enseignements pouvant être utilisés pour mener des projets qui améliorent efficacement les moyens de subsistance et créent des emplois pour les populations des régions et pays en situation de post-conflit.

À l'avenir, la JICA entend renforcer son aide aux pays et aux régions affectés par des conflits et renforcer ses initiatives dans le domaine de la consolidation de la paix, notamment par le développement des ressources humaines pour constituer les équipes d'experts qui participeront à ce processus.

Étude de cas

Aide au Soudan

Aide pour la reconstruction au Soudan après le conflit

Le Soudan a subi plusieurs conflits internes, à l'ouest, au sud et à l'est, qui ont eu un impact profond sur la vie des populations. Afin que le pays puisse se rétablir, la JICA assure une aide globale comprenant le renforcement des capacités des responsables gouvernementaux afin d'offrir des services publics de qualité.

La région du Darfour fait face depuis 2003 à des conflits particulièrement violents entre le gouvernement et les groupes rebelles. Un ensemble de facteurs étroitement liés, tels que le manque de précipitations, la désertification, les conflits pour les ressources naturelles, la pression démographique et les conflits ethniques, caractérisent une situation particulièrement difficile. Dans cette région, un accord de paix global n'a pas encore été signé, mais certaines factions antigouvernementales ont signé un accord de paix.

Les trois zones visées par des protocoles spéciaux, les États du Nil bleu et du Kordofan du Sud, et le district d'Abyei, le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud, abritent de nombreuses personnes déplacées internes (PDI) venant du sud du Soudan, et leur nombre augmente rapidement avec la poursuite du conflit. Les menaces de famines sont également préoccupantes. L'avenir du pays dépend de la fin du conflit et de la reconstruction de la région.

Étant donné l'impact du conflit de longue durée, les trois zones visées par des protocoles spéciaux et le Darfour souffrent d'un sous-développement des services publics de base et des ressources humaines.

Dans cette optique, la JICA conduit depuis 2009 plusieurs projets de coopération technique dans ces régions (sauf à Abyei pour des raisons de sécurité), afin de renforcer les capacités permettant notamment d'améliorer les services d'approvisionnement en eau, de soins de santé et de formation professionnelle. La JICA

soutient également les gouvernements provinciaux pour l'élaboration de plans de développement, la gestion des finances publiques et la formation du personnel pour l'approvisionnement en eau, la santé et la formation professionnelle.

À l'est du Soudan (dans les États de la mer Rouge, de Kassala et d'Al Qadarif), en 1994, un conflit armé opposant des groupes rebelles au gouvernement a été déclenché par le mécontentement lié aux problèmes de sous-développement. En 2005, la région a été le théâtre d'affrontements avec les militaires soudanais, avant que les deux parties ne parviennent finalement à un accord de paix en 2006. Bien que la situation sécuritaire se soit améliorée depuis, l'aide dont bénéficie la région est encore limitée, ce qui se traduit par un certain retard en matière de développement.

En outre, Kassala accueille de nombreux réfugiés fuyant les conflits et l'instabilité politique de l'Érythrée et l'Éthiopie voisines, ainsi que des PDI qui tentent d'échapper à la famine et aux sécheresses.

Depuis mai 2011, la JICA apporte une aide globale au gouvernement de l'État de Kassala afin de renforcer la capacité à fournir des services dans les domaines de l'approvisionnement en eau, de la santé, de la formation professionnelle, des moyens de subsistance/de l'agriculture, et pour l'élaboration de projets.



Les agriculteurs du village d'Abuda, à Kassala, apprennent le fonctionnement d'une machine agricole.

L'avis de notre expert

Kiyofumi Tanaka, chef de projet

Je dirige le projet de développement des capacités pour la fourniture de services liés aux besoins humains fondamentaux à Kassala, à l'est du Soudan, un État qui accuse un certain retard en matière de développement. Notre objectif est de prévenir un autre conflit en améliorant les services publics dans les zones où les besoins des habitants sont les plus importants. Nous espérons parvenir à un développement régional durable afin que les populations puissent profiter des bénéfices de la paix.

Le projet respecte la prise en main de la situation par le gouvernement de l'État de Kassala. Nous fournissons une coopération technique afin que le gouvernement analyse les problèmes, identifie les questions prioritaires et élabore un plan d'action pour y faire face. Par conséquent, le gouvernement a accordé la plus haute priorité à cet engagement en approuvant un budget entièrement financé sur fonds publics.